

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 NOVEMBRE 2011**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., MICHEL D. Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

-----

La Présidente excuse Messieurs POTTIEZ P., BREUSE E. et DECAMPS P.

### **1. PRESTATION DE SERMENT DE MADAME DOMINIQUE MICHEL, SUPPLEANTE DE MONSIEUR GREGORY LEURIDANT**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2011 constatant la déchéance du mandat originaire de conseiller communal de Monsieur Grégory LEURIDANT ainsi que l'ensemble de ses mandats dérivés ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 20 septembre 2011 prenant acte de la décision du Gouvernement Wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2011 ;

Vu le procès-verbal des élections communales du 08 octobre 2006 ;

Attendu que Madame Dominique MICHEL, née à Mons le 29.11.1962, domiciliée à Jurbise, rue du Moustier 23, figure en qualité de sixième suppléante de la liste LB, à laquelle appartenait Monsieur Grégory LEURIDANT ;

#### **Vérification des pouvoirs**

Considérant qu'à ce jour,

Madame Dominique MICHEL n'a pas cessé de remplir les conditions d'éligibilité déterminées par la loi électorale communale;

Qu'elle n'a pas été déchue du droit d'éligibilité par condamnation, ni exclue des droits électoraux, ni suspendue dans l'exercice des droits électoraux en application du code électoral;

Qu'elle ne tombe pas sous l'application de la loi du 30 juin 1931 - article 123 sexies à nonies du Code Pénal;

Qu'elle n'a pas été condamnée, même avec sursis au cours des douze dernières années du chef de l'une des infractions aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code Pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales;

Considérant qu'elle ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité du chef de parenté d'alliance ou d'exercices de fonctions prévues par la loi électorale communale;

Considérant par conséquent, que rien ne s'oppose à ce que les pouvoirs de Madame Dominique MICHEL soient validés et à ce qu'elle soit admise à prêter le serment déterminé par la loi du 1er juillet 1860.

## **PRESTATION DE SERMENT.**

Madame Dominique MICHEL est invitée à prêter serment entre les mains de la Bourgmestre, Présidente, ce qu'elle fait en ses termes : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge ».

Madame Dominique MICHEL est déclarée installée dans ses fonctions de conseillère communale.

## **2. MODIFICATION DU TABLEAU DE PRESEANCES DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de la modification du tableau de préséances des membres du Conseil communal :

<b>Nom et Prénom des Conseillers</b>	<b>Qualité</b>	<b>Ancienneté</b>	<b>Date de la dernière élection</b>	<b>Nombre de votes obtenus après dévolution des votes de listes</b>
DURIEUX Jacques	Employé	28/08/1989	08/10/2006	675
PIGEON Michel	Enseig. Retraité	04/01/1995	08/10/2006	424
EGELS Jean-Pierre	Retraité	13/03/1995	08/10/2006	657
GALANT Jacqueline	Députée- Bourgmestre	07/07/2001	08/10/2006	3.498
HALLOT Jean-Pierre	Employé	07/07/2001	08/10/2006	486
QUINTIN Yvon	Cultivateur	07/07/2001	08/10/2006	478
DUBOIS Guy	Enseig. Retraité	07/07/2001	08/10/2006	423
POTTIEZ Pierre	Cultivateur	07/07/2001	08/10/2006	417
MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale	Enseignante	07/07/2001	08/10/2006	384
BREUSE Eddy	Agent SNCB	07/07/2001	08/10/2006	251
SENECAUT Manuella	Avocate	23/07/2001	08/10/2006	1.035

CAULIER Guy	Com. de Pol. Retraité	04/12/2006	08/10/2006	2.922
HORNY Daniel	Entrepreneur	04/12/2006	08/10/2006	761
DESMET-CULQUIN Brigitte	Puéricultrice	04/12/2006	08/10/2006	486
MULLER Laurent	Enseignant	04/12/2006	08/10/2006	388
ROBETTE-Delputte Francine	Aidante	04/12/2006	08/10/2006	324
VANDERKEL Annick	Commerc.	04/12/2006	08/10/2006	271
DELHAYE-DEBAUQUE Isabelle	Juriste	04/12/2006	08/10/2006	252
MORCRETTE Caroline	Fonction.	04/12/2006	08/10/2006	186
DECAMPS Philippe	Employé	12/12/2006	08/10/2006	260
MICHEL Dominique	Sans profes.	22/11/2011	08/10/2006	179

-----

**Monsieur MULLER entre en séance.**

### **3. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2011 –PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette demande que ses commentaires (§2) relatifs au point 15 soient complétés en précisant que les services attendus de l’auteur de projet doivent être prestés dans les 20 jours ouvrables.*

*Mademoiselle Morcrette demande que ses commentaires (§2) concernant le point 17 soient également complétés en précisant qu’une autre mesure d’office aurait pu être prévue.*

*Enfin, Mademoiselle Morcrette souhaite que les votes au point 27 soient corrigés, elle-même et Monsieur Muller s’étant abstenus.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 17 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 20 septembre 2011 – partie publique.

### **4. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 02 NOVEMBRE 2011 – INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 02 novembre 2011, à savoir : 553.861,97 €.

-----

## **5. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-ELOI A JURBISE – SERVICE ORDINAIRE - AVIS**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	26.169,55
	Recettes en plus :	12.745,16
D'après le budget initial :	Dépenses :	38.380,56
	Dépenses en plus :	534,15
Nouveau Résultat :	Recettes :	- 12.211,01
	Dépenses :	+ 12.211,01

Le supplément communal s'élève à 14.985,68 euros.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint – Eloi à Jurbise.

-----

## **6. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2011 – APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette fait remarquer que contrairement à ce qui est indiqué à l'article 3 de la délibération du 20 septembre 2011 relative à l'avenant 1 du marché public d'auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean , les crédits supplémentaires n'ont pas été prévus en modification budgétaire n°2 de l'exercice extraordinaire du budget 2011.*

*La Présidente confirme qu'il s'agit d'un oubli, qui sera réparé dès la prochaine séance du Conseil communal.*

*Madame Senecaut demande des éclaircissements sur les articles budgétaires indiquant des « transferts de personnel » en faveur de la Maison de quartier. Ces éclaircissements lui sont apportés.*

Le Conseil Communal arrête, par 14 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°2 du budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2011 aux chiffres suivants :

### **Service Ordinaire**

#### **Des recettes**

D'après le budget initial	10.099.821,59
---------------------------	---------------

Augmentation de crédit(+)	580.152,66
Diminution de crédit(+)	-12.157,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10.667.817,25</b>

Des dépenses

D'après le budget initial	9.966.378,21
Augmentation de crédit(+)	831.630,13
Diminution de crédit(+)	-138.528,58
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10.659.479,86</b>

<i>Nouveau résultat</i>	<b>8.337,39</b>
-------------------------	-----------------

**Service extraordinaire**

Des recettes

D'après le budget initial	9.637.708,47
Augmentation de crédit(+)	557.824,04
Diminution de crédit(+)	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10.195.532,51</b>

Des dépenses

D'après le budget initial	8.832.087,57
Augmentation de crédit(+)	556.378,49
Diminution de crédit(+)	-79.000,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9.309.466,06</b>

<i>Nouveau résultat</i>	<b>886.066,45</b>
-------------------------	-------------------

-----

**7. FINANCES – ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON DU 05 MARS 2008  
RELATIF A LA GESTION DES DECHETS ISSUS DE L'ACTIVITE USUELLE  
DES MENAGES, TAUX DE COUVERTURE DES COUTS EN MATIERE DE  
DECHETS DES MENAGES, CALCULS SUR BASE DU BUDGET 2012 –  
APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette demande (et obtient) confirmation que la diminution du montant prévu pour les sacs poubelles à distribuer en 2012 s'explique par le fait que certains sacs n'ont pas été distribués.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le calcul sur base du budget 2012 concernant l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages, taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages.

-----

**8. JURIDIQUE – MP 2011-09-SG-EB RELATIF A L'ASSISTANCE ET LA**

**MAINTENANCE INFORMATIQUE AU PROFIT DE L'ADMINISTRATION  
COMMUNALE ET DU C.P.A.S. DE JURBISE – MODE DE PASSATION,  
CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-09-SG-EB relatif au marché "Assistance et maintenance informatique au profit de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 23.966,94 € hors TVA ou 29.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 104/123-13, 421/123-13, 722/123-13, 762/123-13, 767/123-13 et 84010/123-13, ainsi que 104/8013/8015/831/8351/837/8441/8443/8451/123-13.2011 et 104/837/8441/12301-13.2011, et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-09-SG-EB et le montant estimé du marché "Assistance et maintenance informatique au profit de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 23.966,94 € hors TVA ou 29.000,00€, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 104/123-13, 421/123-13, 722/123-13, 762/123-13, 767/123-13 et 84010/123-13, ainsi que 104/8013/8015/831/8351/837/8441/8443/8451/123-13.2011 et 104/837/8441/12301-13.2011.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**9. JURIDIQUE – MP 2011-43-SG-RP RELATIF AU REMPLACEMENT DES CHASSIS DE LA SECTION PRIMAIRE DE L'ECOLE D'HERCHIES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette demande si les travaux seront bien réalisés même si la Commune n'obtient pas les subsides espérés.*

*La Présidente lui confirme que ces travaux seront bel et bien réalisés dans ce cas.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-43-SG-RP relatif au marché "Remplacement des châssis de la section primaire de l'Ecole d'Herchies" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 58.540,00 € hors TVA ou 70.833,40 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'une demande de subvention UREBA a été introduire auprès du SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette subvention est estimée à 21.250,03 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au service extraordinaire du budget 2012 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-43-SG-RP et le montant estimé du marché "Remplacement des châssis de la section primaire de l'Ecole d'Herchies", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 58.540,00 € hors TVA ou 70.833,40 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

Article 3. - Une demande de subvention pour ce marché a été introduire auprès du SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - Le crédit permettant cette dépense sera inscrit au service extraordinaire du budget 2012.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**10. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE DE L'IDEA LE 15 DECEMBRE 2011 – CONVOCATION DES ASSOCIES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;



Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'intercommunale I.D.E.A. via laquelle elle sera associée à l'intercommunale IDEPP ;

Considérant la délibération du Conseil communal de ce jour approuvant la modification statutaire – Article 6 : Prolongation du terme de l'intercommunale pour 30 ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en demeure de délibérer par courrier du 28 octobre 2011 ;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale d'I.D.E.A. par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée Générale de l'intercommunale I.D.E.A. du 15 décembre 2011 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'I.D.E.A. aura à l'ordre du jour la modification statutaire, article 6 : Prolongation du terme de l'Intercommunale pour 30 ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. De désigner (cinq représentants)  
- DOMINIQUE Michel  
- POTTIEZ Pierre  
- DECAMPS Philippe  
- BREUSE Eddy  
- DELHAYE-DEBAUQUE Isabelle.

**Article 2 :** D'approuver la modification statutaire – Article 6 : Prolongation du terme de l'intercommunale pour 30 ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

-----

**11. SECRETARIAT - ASSEMBLEE GENERALE DE L'IDEPP LE 15 DECEMBRE 2011 – CONVOCAION DES ASSOCIES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'intercommunale IDEPP;

Considérant la délibération du Conseil communal de ce jour relative à la fusion par absorption d'ITRADEC ;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en demeure de délibérer par courrier du 27 octobre 2011 ;

Considérant qu'en annexe à ce courrier figure la note explicative pour chacun des points de l'ordre du jour ;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'intercommunale IDEPP par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée Générale de l'intercommunale IDEPP du 15 décembre 2011 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de l'IDEPP ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance du projet de fusion et du rapport spécial du Conseil d'Administration ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour l'approbation du projet de fusion par absorption d'ITRADEC et du rapport spécial du Conseil d'Administration ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour le rachat par l'I.D.E.A. des parts détenues en IPALLE pour la valeur de souscription ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour l'incorporation, à la partie variable du capital du secteur d'activités 2 d'IDEPP, des résultats reportés pour un montant égal aux résultats reportés d'ITRADEC tels qu'ils figurent dans ses comptes annuel clôturés au 31 décembre 2010 ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour le remboursement du capital d'IDEPP en faveur des coopérateurs du secteur d'activités 2 d'IDEPP à concurrence des résultats reportés tels qu'ils figurent dans les comptes annuels d'ITRADEC clôturés au 31 décembre 2010 ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la souscription par IDEA, IPALLE et IBW de 40 parts B3 relatives au Secteur Bois ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour l'augmentation du capital d'IDEPP par entrée de SHANKS pour 755.925€ ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la conversion d'une partie des parts B2 détenues par l'associé B I.D.E.A. en parts B1 ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la réduction de capital par remboursement aux actionnaires A adhérant aux secteurs d'activités 2 afin de respecter les articles 7.2 § 3 et 8.2. II des statuts suite à l'entrée de SHANKS au capital ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la présentation de l'IDEPP à l'issue des opérations intervenues en Assemblée Générale du 15 décembre 2011 – Etat des remboursements en faveur des associés ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour les modifications statutaires à apporter aux statuts de l'IDEPP : articles 40, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 60, 61 et 67 ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la désignation des Administrateurs des associés B I.D.E.A. et C SHANKS ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la modification de la dénomination sociale d'IDEPP et du siège social ;

Considérant que l'Assemblée Générale de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la désignation du Réviseur d'Entreprises ;

#### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. De désigner (cinq représentants)  
- POTTIEZ Pierre  
- VANDERKEL Annick  
- DECAMPS Philippe  
- BREUSE Eddy  
- DELHAYE-DEBAUQUE Isabelle.

Conformément à l'article L1523-11 du CDLD pour représenter la Commune à l'Assemblée Générale de l'IDEPP (si les représentants n'ont pas été désignés pour la fin de la mandature).

**Article 2 :** D'approuver la fusion par absorption d'ITRADEC.

**Article 3 :** De céder à I.D.E.A. à la valeur de souscription à savoir 467.000€ les parts détenues par IDEPP en IPALLE suite à l'absorption d'ITRADEC ;

D'informer IPALLE de cette cession.

- Article 4 :** D'approuver l'incorporation au capital variable de l'IDEPP d'un montant de 2.877.025€ correspondant aux résultats reportés accumulés au 31/12/2010.
- Article 5 :** D'approuver le remboursement aux associés.
- Article 6 :** D'approuver la souscription de 40 parts B3 par l'Intercommunale IDEA, de 40 parts B3 par l'Intercommunale IPALLE, de 40 parts B3 par l'Intercommunale IBW.
- Article 7 :** D'approuver l'entrée au capital de l'IDEPP du partenaire privé SHANKS par souscription de parts d'un montant global de 755.925€.
- Article 8 :** D'approuver la conversion de 9.225 parts B2 détenues par l'associé I.D.E.A. en 9.225 parts B1 pour un montant de 230.625€ en affectant cette variation à la partie variable du capital.
- Article 9 :** D'approuver la réduction du capital à concurrence de 965.200€ correspondant à 33.551 parts B2 d'une valeur de 838.775€ et 5.057 parts A2 d'une valeur de 126.425€.
- Article 10 :** D'approuver les modifications statutaires : articles 40, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 60, 61 et 67.
- Article 11 :** De marquer accord sur le principe de désignation des Administrateurs des associés B I.D.E.A. et C SHANKS par l'Assemblée Générale de l'IDEPP présentés en séance conformément à l'article L1523-15 § 1 du CDLD et 36 des statuts de l'IDEPP.
- Article 12 :** D'approuver la modification de la dénomination sociale de l'IDEPP, à savoir, HYGEA, Intercommunale de Gestion Environnementale de la région Mons-Borinage-Centre ;
- D'approuver la modification du siège social, à savoir, rue du Champ de Ghislage n°1 à 7021 Havré.
- Article 13 :** De désigner RSM INTERAUDIT SCRL en tant que Réviseur d'entreprises en complément de la décision de l'Assemblée Générale du 29 septembre 2011.

-----

**12. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE D'ITRADEC LE 15 DECEMBRE 2011 – CONVOCATION DES ASSOCIES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'ITRADEC;

Vu les dispositions de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996 ;

Vu le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12 ;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>. Décide à l'unanimité**

D'approuver le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation des scrutateurs.

**Décide à l'unanimité**

D'approuver le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Absorption de l'Intercommunale ITRADEC par l'Intercommunale IDEPP – Projet de fusion – Approbation.

**Décide à l'unanimité**

D'approuver le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

**Article 2 :**

La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage n°1 – 7021 HAVRE – Fax. : 065/87.90.80.

-----

**13. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – PROBLEMATIQUE DE STATIONNEMENT RESERVE AUX BUS ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE A L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN (RUE DU BOIS DE GENLY) – APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette demande si les emplacements pour personne à mobilité réduite peuvent être mis en peinture. Monsieur l'Echevin de l'Enseignement l'informe que cette mise en peinture n'est pas possible car le revêtement des emplacements en question est fait de gravier.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de la Zone de Police « Sylle et Dendre » - Poste de Proximité de Jurbise du 1<sup>er</sup> avril 2011 ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'emplacement réservé aux bus scolaires sera matérialisé par le placement d'un signal E9d avec panneau additionnel reprenant la mention « Bus scolaires » et la flèche montante de type XC reprenant la distance réglementée.

**Article 2 :** Les emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite, actuellement renseignés par un panneau E9a avec pictogramme, seront complétés par un panneau additionnel de fond bleu reprenant trois flèches dirigées vers le bas (vers la gauche, perpendiculaire et vers la droite).

**Article 3 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

#### **14. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – PROBLEMATIQUE DE LA CIRCULATION RUE VALERE LETOT A HERCHIES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le courrier du 11 mars 2011 du propriétaire occupant l'immeuble sis rue Valère Letot n° 24 à Herchies;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>.** - Dans la rue Valère Letot, du côté pair, une zone d'évitement striée d'un mètre de largeur est établie, sur une distance de 10 mètres, le long du pignon du n°24.

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

**Article 2 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

## **15. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – STATIONNEMENT RUE DE LA FABRIQUE A JURBISE - APPROBATION**

*La Présidente propose d'adapter le projet de délibération et de prévoir le maintien de l'interdiction de stationner couplée avec le marquage au sol d'une zone d'évitement. L'interdiction de stationner comme la zone d'évitement seront d'application sur toute la longueur de la rue de la Fabrique. Les panneaux d'interdiction de stationner devront être prévus en nombre suffisant.*

*Madame Senecaut se demande si ces mesures seront suffisantes pour contrer l'incivisme des usagers.*

*La Présidente rappelle à ce sujet aux conseillers que les agents de la Zone de Police veillent au respect de la réglementation, et qu'un autre parking a été créé à l'Impasse des Viaducs pour les navetteurs de la SNCB.*

*Madame Senecaut évoque également l'idée de prévoir des potelets sur le pourtour de la zone d'évitement, mais la Présidente propose d'attendre et d'évaluer la situation à moyen terme avant de prévoir d'éventuels potelets, d'autant plus que les projets urbanistiques concernant le quartier de la gare pourraient conduire, à moyen ou long terme, à de nouvelles adaptations de la réglementation en vigueur. Il conviendra également de veiller à ne pas gêner le passage des camions de La Poste et, le cas échéant, des camions des Service Incendie, et par conséquent de bien évaluer l'opportunité de placer de tels potelets.*

*Enfin, Mademoiselle Morcrette demande si les terrains cédés à l'IDEA le long du chemin de fer ne pourraient pas faire l'objet d'un accord entre l'IDEA et la SNCB pour la création d'emplacements de parking supplémentaires.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de la Zone de Police « Sylle et Dendre » - Poste de proximité de Jurbise du 29 mars 2011 ;

**Considérant** le rapport de la Zone de Police « Sylle et Dendre » - Poste de proximité de Jurbise du 20 septembre 2011 ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans la rue de la Fabrique du côté et entre l'accès au n°13 et la rue de la Gare :

- l'interdiction de stationner est maintenue ;
- une zone d'évitement striée d'un mètre de largeur est établie ;

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

**Article 2 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

## **16. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – STATIONNEMENT RUE DE LA GARE A JURBISE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le déménagement du Bureau de poste du n°4 au n°11/13 de la même rue ;

**Considérant** le rapport de la Zone de Police « Sylle et Dendre » Poste de proximité de Jurbise du 02 février 2011 ;



**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Dans la rue de la Gare, la zone bleue existant le long des n°4 à 10 est abrogée.

**Article 2 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**17. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – CARREFOUR FORME PAR LA RN56 ET LE CHEMIN DES VACHERS - APPROBATION**

*Madame Senecaut estime que la question ici évoquée est révélatrice des problèmes découlant de l'installation de commerces le long de la RN 56 et demande si ce type de problématique a été pris en considération dans le futur Schéma de Structure communal.*

*La Présidente lui répond par l'affirmative et que le Schéma de Structure communal sera bientôt soumis à l'approbation provisoire du Conseil communal.*

*Mademoiselle Morcrette demande si une réponse a été obtenue de la part du SPW au sujet de la demande de création d'un passage à piétons à hauteur d'une librairie située à proximité du croisement entre le Chemin du Prince et la RN 56.*

*La Présidente lui répond par la négative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de la Zone de Police « Sylle et Dendre »- Poste de Proximité de Jurbise du 07 juillet 2011 ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Dans la rue des Vachers, à son débouché sur la RN56, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation sur une distance de 15 mètres.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne blanche continue amorcée par trois traits discontinus.

**Article 2** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**18. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – LIMITATION DE LA CIRCULATION AUX VEHICULES FORESTIERS, AUX PIETONS, CYCLISTES ET CAVALIERS – CHEMIN DU PRINCE A ERBISOEUL (LIEU DIT PLACE DU JEU DE BALLES) -APPROBATION**

*Madame Senecaut demande qu'un panneau « Excepté desserte locale » soit prévu en complément de la signalisation adoptée.*

*Le Conseil communal marque son accord sur cette proposition.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** la demande de la Division Nature et Forêt de la Région Wallonne du 02 mai 2011 ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le chemin forestier partant du n°2 du chemin du Prince et reliant la commune de Baudour, entre ce n°2 et la limite territoriale de Jurbise, la circulation est réservée aux piétons, cyclistes et cavaliers.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F99a et F101a.

Un panneau « Excepté desserte locale » sera également prévu.

**Article 2** Le Présent règlement sera transmis à la Ville de Saint-Ghislain afin de le soumettre à l'approbation de son Conseil communal. Il sera également soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**19. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – INTERDICTION DE STATIONNER FACE AU N° 218 CHEMIN DU PRINCE A ERBISOEUL - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** la demande du propriétaire occupant l'immeuble sis Chemin du Prince n° 218 à Erbisoeul ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans le chemin du Prince, le stationnement est interdit, du côté pair, le long du n°218, sur une distance de 6 mètres, au-delà de l'accès carrossable.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

**Article 2** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**20. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – ZONES D’EVITEMENT DANS LE CHEMIN DU PRINCE A ERBISOEUL - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l’arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 26 août 2011 ;

**Considérant** que la mesure s’applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l’unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans le chemin du Prince :

- les zones d’évitement existant à hauteur des n°50, 80, 82, 94 et 114 sont abrogées ;
- une zone d’évitement striée, d’une longueur de 10 mètres et interrompue au droit d’un accès carrossable est établie, du côté impair, à l’opposé du n°52.

**Article 2** : Le présent règlement sera soumis à l’approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**21. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – ZONE 30 DANS LE QUARTIER DU BON AIR A ERBISOEUL - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l’arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport du 13 août 2010 de la Zone de Police Sylle et Dendre – Service de proximité de Jurbise ;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 11 février 2011 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Dans le quartier du Bon Air, une zone 30 est établie en conformité avec les plans présentés ce jour au Conseil communal. Des dispositifs réducteurs de vitesse sont établis à son entrée et à hauteur du n°14.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F4a, F4B et les marques au sol appropriées.

**Article 2** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**22. CULTURE – MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DES FETES DE VACRESSE AU BENEFICE DU BOX THEATRE – DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 12/09/2011 – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRATUITE EN L'ECHANGE DE REPRESENTATIONS THEATRALES GRATUITES ET D'ATELIERS DE THEATRE AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE JURBISE – RATIFICATION**

*Mademoiselle Morcrette estime que ce type de pratique équivaut à du troc et s'accompagne d'une perte de recettes non négligeable pour la Commune, d'autant plus que le responsable du Box Théâtre n'est pas un habitant de l'entité. Selon elle, le Règlement de location et mise à disposition des salles communales n'a pas été respecté, aucune convention reprenant les accords n'ayant été conclue.*

*La Présidente lui répond que le courrier envoyé reprend tous les termes de l'accord et équivaut à la convention, et qu'un exemplaire du Règlement communal de location des salles communales a été annexé à ce courrier. Elle lui précise également que la gratuité se justifie largement compte tenu de l'intérêt pour la Commune de conserver les activités de la troupe sur la Commune et de recevoir, en contrepartie, des représentations, des stages et des activités théâtrales notamment dans les écoles.*

*Mademoiselle Morcrette demande également pourquoi le samedi n'a pas été octroyé comme demandé dans le courrier de sollicitation, mais il lui est répondu que la salle n'est pas disponible le samedi. Elle demande également s'il est effectivement prévu que les recettes perçues à l'occasion de certaines représentations théâtrales soient reversées à la Commune, ce qui lui est confirmé.*

*Madame Senecaut demande si le Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local sera appliqué. Elle demande également confirmation que les documents comptables du Box Théâtre lui seront demandés en fin d'année.*

*La Présidente lui répond par l'affirmative.*

*Madame Senecaut fait elle aussi remarquer qu'il s'agit d'une perte subséquente de bénéfices pour la Commune.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009 et ses modifications ;

Sur la proposition du Collège communal en sa séance du 12/09/2011;

Attendu que Monsieur Eric SHERKINE-DELHAYE, domicilié rue de l'Alliance 11 à 7300 BOUSSU, souhaite organiser les répétitions du BOX THEATRE tous les lundis et mercredis en soirée à dater du 03/10/2011 jusqu'au 31/12/2011 à la salle de VACRESSE, et qu'une reconduction de ces activités est d'ores et déjà envisagée pour 2012 ;

Attendu qu'en contrepartie de la mise à disposition gratuite de la salle de VACRESSE, le BOX THEATRE s'engage à organiser plusieurs représentations gratuites pour la Commune de JURBISE ainsi que des ateliers « théâtre » pour les enfants durant les vacances scolaires ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide : par 14 voix pour et 4 abstentions**

**Article 1<sup>er</sup>** : De ratifier la décision du Collège communal du 12/09/2011 autorisant Monsieur Eric SHERKINE-DELHAYE, domicilié rue de l'Alliance 11 à 7300 BOUSSU, de bénéficier gratuitement de la salle de VACRESSE pour organiser les répétitions du BOX THEATRE tous les lundis et mercredis en soirée à dater du 03/10/2011 jusqu'au 31/12/2011, ainsi qu'en 2012 dans la mesure où

ces activités seraient reconduites. Cette mise à disposition gratuite se fera en contrepartie de l'organisation, par le BOX THEATRE, de plusieurs représentations gratuites pour la Commune de JURBISE ainsi que d'ateliers « théâtre » pour les enfants durant les vacances scolaires.

**Article 2 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur pour disposition.

-----

**23. PERSONNEL – STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL NON-ENSEIGNANT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE ET STATUT PECUNIAIRE DES GRADES LEGAUX – APPROBATION PAR LES AUTORITES DE TUTELLE DES MODIFICATIONS APORTEES AUX STATUTS - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de l'approbation par les autorités de tutelle des modifications apportées aux statuts pécuniaires du personnel communal non-enseignant et des grades légaux de l'Administration communale de Jurbise.

-----

**24. PERSONNEL – STATUT ADMINISTRATIF DU PERSONNEL COMMUNAL NON ENSEIGNANT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE – PROROGATION DES DELAIS - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la prorogation des délais relative à l'approbation du statut administratif du personnel communal non-enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

-----

**25. TRAVAUX – PROJET DE MISE EN VALEUR DE L'EGLISE DE JURBISE – APPROBATION**

*Madame Senecaut demande si cette mise en valeur est une obligation qui incombe aux communes et si des subsides sont susceptibles d'être obtenus, questions auxquelles la Présidente lui répond par la négative.*

*Elle fait également remarquer qu'à ses yeux, il s'agit d'un projet peu opportun, non seulement parce que l'Eglise de Jurbise n'est pas la plus jolie mais aussi parce qu'il s'agit d'un véritable gaspillage en ces périodes de crise.*

*Monsieur Muller demande si les appareils d'éclairage seront pourvus de matériel LED, ce à quoi Monsieur l'Echevin des Travaux lui répond par l'affirmative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu les articles 3, 8 et 41 des statuts de l'intercommunale IEH ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu la désignation de l'intercommunale IEH en qualité de Gestionnaire de distribution sur le territoire de la commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 § 2 de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant qu'en vertu des articles 3, 8 et 41 des statuts de l'intercommunale IEH à laquelle la commune est affiliée, la commune s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, l'intercommunale effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la commune doit charger directement l'intercommunale IEH de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant le marché pluriannuel relatif aux travaux de d'installations d'éclairage public pour un montant de 345.000 € conclus par l'intercommunale IEH, en date du 01.05.2001 et ce, pour une durée de 3 ans, celle-ci ayant été prolongée jusqu'au 31.12.201 ;

Vu le projet définitif établi par l'intercommunale IEH ainsi que le montant des estimations des travaux de pose et fournitures requis pour la réalisation du projet, transmis par l'intercommunale IEH ;

Vu le souhait du Collège Communal de mettre en valeur le patrimoine local, notamment l'église de Jurbise récemment restaurée et ses abords, et de sécuriser par la même occasion cet endroit ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 426/73260:20100022.2011 (n° de projet 2010-0022) et sera financé par un emprunt;



**DECIDE : par 16 voix pour et 2 voix contre**

Article 1er. - D'approuver le projet de mise en valeur de l'église de Jurbise comprenant le cahier spécial des charges, les plans et les documents du marché (annexes, modèle d'offres), pour le montant estimatif de 38.007,10 € comprenant, l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux, les prestations du GRD et la T.V.A.

Article 2. - Le crédit permettant de couvrir la dépense pour ce projet est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 426/73260:20100022.2011 (n° de projet 2010-0022).

Article 3. - De lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé de 14.416,65 € hors T.V.A., par procédure négociée sans publicité sur base de l'article 17 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics.

Article 4. - D'arrêter la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

Lot 1 : Projecteurs :

- Philips Lighting : rue des Deux Gares, 80 à 1070 Bruxelles
- Melerva : rue des Pays-Bas, 20 à 6061 Montignies-sur-Sambre
- Rexel : Zoning Industriel, Allée Centrale à 6040 Jumet

Lot 2 : Projecteurs équipés de diodes électroluminescentes :

- Fled : rue Chermont, 45 à 4051 Vaux-sous-Chevremont
- Arthos Technics : Zoning Industriel Le Marais, 12A à 4530 Villers-le-Bouillet
- Lec Lyon : rue de la part Dieu, 6 à 69003 Lyon (F)

Lot 3 : Projecteurs de sol :

- Axioma : Mannebeekstraat, 31 à 8790 Waregem
- Varda : Adolph Greinerstraat, 12 à 2660 Hoboken – Antwerpen
- Valumax : Steenweg, 37 à 3870 Heers

Lot 4 : Candélabres :

- Pylonen De Kerf : rue Chermont, 45 à 4051 Vaux-sous-Chevremont
- Declercq : Zwaanhofweg, 11 à 8900 Ieper
- Armamast : Wissenstraat, 24 à 9200 Dendermonde

Article 5. - Concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à Vano Electro désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour un montant de 345.000 € conclu par l'intercommunale IEH en date du 01.05.2011 et ce , pour une durée de 3 ans, celle-ci ayant été prolongée jusqu'au 31.12.2011.

Article 6. - De transmettre la présente délibération à l'intercommunale IEH pour dispositions à prendre.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

## **26. TRAVAUX – CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE CRECHE D'ERBISOEUL – LOT 3 (TECHNIQUES SPECIALES) – AVENANT N°3 - APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette fait remarquer qu'il s'agit déjà du troisième avenant pour ce même lot, et estime qu'il s'agit de la conséquence d'une négligence certaine de la part de la Commune. Elle s'étonne qu'un câblage de réseau informatique pouvant servir à la téléphonie ainsi que la fourniture d'un rack informatique n'aient pas été prévus dans le cahier des charges initial. Elle demande si les adaptations des raccordements d'eau et de gaz sont dues à la modification du type de cuisine faite a posteriori par la commune.*

*Monsieur l'Echevin des Travaux lui répond que le présent avenant est rendu nécessaire notamment par le manque de puissance des réseaux d'eau et d'électricité, réseaux qui ne relèvent pas de la responsabilité communale.*

*La Présidente lui précise également qu'un Bureau d'Etude a été désigné pour la réalisation de la crèche, et que les manquements incriminés sont par conséquent imputables à ce dernier.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42;

Vu la décision du Collège communal du 19 janvier 2010 relative à l'attribution du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul - Lot 3 (Techniques spéciales)" à THERSA, Drève G. Fache 5 à 7700 Mouscron pour le montant d'offre contrôlé de 177.861,87 € hors TVA ou 215.212,86 €, 21% TVA comprise;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° 2009-35-SG-FB;

Vu la décision du Conseil communal du 26 avril 2011 approuvant l'avenant 1 pour un montant en plus de 26.759,78 € hors TVA ou 32.379,33 €, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Conseil communal du 5 juillet 2011 approuvant l'avenant 2 pour un montant en plus de 15.575,99 € hors TVA ou 18.846,95 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 20 jours ouvrables;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes:

Q en -	-	€ 287,00
Travaux suppl.	+	€ 29.962,34
Total HTVA	=	€ 29.675,34
TVA	+	€ 6.231,82
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>€ 35.907,16</b>

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 40,49 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 249.872,98 € hors TVA ou 302.346,30 €, 21% TVA comprise;

Considérant que cet avenant se justifie par la nécessité d'adapter les raccordements d'eau et de gaz en raison de l'augmentation des puissances requises (cuisine industrielle, pompe à chaleur, groupe froid) et les impositions des sociétés distributrices (double compteur d'eau, armoire de comptage électrique), de placer un câblage de réseau informatique pouvant servir à la téléphonie grâce à la fourniture d'un rack informatique et ce, afin de permettre la flexibilité des espaces dans le temps grâce à des prises communes informatique/téléphonie;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037) et sera financé par un emprunt et subsides;

Considérant qu'une augmentation de ce crédit a été prévue en modification budgétaire n°2 ;

**DECIDE : par 14 voix pour et 4 absentions**

- Article 1er. - D'approuver l'avenant 3 du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul - Lot 3 (Techniques spéciales)" pour le montant total en plus de 29.675,34 € hors TVA ou 35.907,16 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.
- Article 3. - D'adapter le cautionnement actuel, vu l'augmentation de plus de 20% du montant de commande de ce marché. Le cautionnement actuel de 8.900,00 € sera donc augmenté de 3.600,00 € et ainsi porté à 12.500,00 €.
- Article 4. - Le crédit permettant cet avenant est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037).
- Article 5. - Une augmentation de ce crédit est prévue en modification budgétaire n°2.
- Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- 

**27. TRAVAUX – EGOUTTAGE DES RUES DES BRUYERES, DES PRES ET DU GRAND JOUR – 1<sup>ière</sup> PARTIE – DECOMPTE FINAL DES TRAVAUX (PARTIE COMMUNALE-VOIRIE) - APPROBATION**

*Mademoiselle Morcrette constate que la part communale dans ces travaux a connu une augmentation sérieuse, et que deux avenants ont été approuvés par le Collège communal : l'un de 38.989,22 €, l'autre de 92.901,84 €. Elle demande si ces avenants ont été soumis à l'approbation du Conseil communal. Ces démarches datant de 2007 et 2008, Monsieur l'Echevin des Travaux et la Présidente lui indiquent que la réponse lui sera apportée à l'occasion d'une prochaine séance du Conseil communal.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, §2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.11.2004 par laquelle celui-ci choisit le mode de passation du marché "Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie -", soit l'adjudication publique, et en fixe les conditions;

Vu la délibération du Collège communal du 21.02.2006 attribuant le marché à la firme Travexploit S.A. à Ragnies pour le montant d'offre contrôlé de 2.415.082,72 €, 21 % TVA comprise dont 570.826,50 € hors T.V.A. pour la partie Communale (Voirie);

Vu la délibération du Collège communal du 15.01.2007 approuvant l'avenant n° 1 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie », et ce au montant de 38.989,22 EUR T.V.A. comprise;

Vu la délibération du Collège communal du 16.09.2008 approuvant l'avenant n° 2 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie », et ce au montant de 92.901,84 EUR T.V.A. comprise

Vu que les travaux ont fait l'objet, le 17.06.2009, d'une réception provisoire dont l'I.D.E.A., a rédigé le procès-verbal;

Considérant qu'il n'y avait aucune remarque dans le procès-verbal de réception provisoire;

Considérant que l'auteur de projet, I.D.E.A. à Mons a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux de la partie Communale (Voirie) s'élève à 760.387,96 € hors T.V.A. comprise et hors amendes,détaillé comme suit:

Montant du décompte des travaux hors révisions contractuelles : 692.789,86 € hors T.V.A.  
Montant des révisions contractuelles : + 64.431,59 € hors T.V.A.

Montant du décompte des travaux avec révisions contractuelles : 757.221,45 € hors T.V.A.  
T.V.A 21 % : + 159.016,51 €

Total : 916.237,96 € T.V.A.C.

Montant du forfait voirie pris en charge de la SPGE : - 155.850,00 € T.V.A.C.

Montant total du décompte, forfait voirie SPGE déduit : 760.387,96 € T.V.A.C.

Considérant que le montant des amendes pour retard d'exécution s'élève à 28.541,32 €, fixant ainsi le montant réel du décompte à 731.846,64 € T.V.A. comprise.

**Décide : par 16 voix pour et 2 abstentions**

Article 1er. – D’approuver le décompte final du marché « Travaux d’égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie » partie Communale (Voirie) rédigé par l’auteur de projet, I.D.E.A. à Mons, pour un montant total de 731.846,64 € hors T.V.A.

Article 2. - De transmettre copie de la présente délibération à l’I.D.E.A.

Article 3. - De transmettre copie de la présente au S.P.W. DG01 – Direction des voiries subsidiées.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

-----

**28. TRAVAUX – AUTEUR DE PROJET POUR L’ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIE – EXERCICE 2012 – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l’arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-03-RP relatif au marché “Auteur de projet pour l' Entretien Extraordinaire de Voirie - Exercice 2012 ” établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-3-RP et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour l' Entretien Extraordinaire de Voirie - Exercice 2012 ", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 et sera financé par emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**29. TRAVAUX – COORDINATION PROJET ET REALISATION POUR L'ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIES – EXERCICE 2012 – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-03-RP relatif au marché "Coordination projet et réalisation pour l'Entretien extraordinaire de voirie -Exercice 2012 " établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.652,89 € hors TVA ou 2.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt ;

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-RP-4 et le montant estimé du marché "Coordination projet et réalisation pour l'Entretien extraordinaire de voirie -Exercice 2012 ", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.652,89 € hors TVA ou 2.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 et sera financé par emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**30. TRAVAUX – AUTEUR DE PROJET POUR L'AMENAGEMENT DE  
TROTTOIRS RUE DES MASNUY A MASNUY-SAINT-JEAN ET AVENUE  
CHANT DES OISEAUX A JURBISE – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION  
-APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**



Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-05-RP relatif au marché "Auteur de projet pour l'Aménagement de trottoirs rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean et avenue Chant des Oiseaux à Jurbise." établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt ;

#### **DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-5-RP et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour l'Aménagement de trottoirs rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean et avenue Chant des Oiseaux à Jurbise.", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 € 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 et sera financé par emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**31. TRAVAUX – COORDINATION PROJET ET REALISATION POUR L'AMENAGEMENT DE TROTTOIRS RUE DES MASNUY A MASNUY-SAINT-JEAN ET AVENUE CHANT DES OISEAUX A JURBISE – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-06-RP relatif au marché "Coordination projet et réalisation pour l'Aménagement de trottoirs rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean et avenue Chant des Oiseaux à Jurbise" établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.652,89 € hors TVA ou 2.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt ;

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-06-RP et le montant estimé du marché "Coordination projet et réalisation pour l'Aménagement de trottoirs rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean et avenue Chant des Oiseaux à Jurbise", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.652,89 € hors TVA ou 2.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 et sera financé par emprunt.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

### **32. DIVERS – INVITATION DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-ELOI DE JURBISE A L'INAUGURATION DES NOUVEAUX VITRAUX - INFORMATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de l'invitation de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise à l'inauguration des nouveaux vitraux.

-----

### **33. QUESTIONS ORALES**

*Monsieur Muller demande quelles sont les mesures et démarches que la Présidente compte entreprendre en ce qui concerne les projets de la SNCB (suppression de guichets et de trains).*

*La Présidente lui répond avoir déjà sollicité la Ministre Vervotte à ce sujet ainsi que sur la problématique du manque de places de stationnement à la gare de Jurbise, et ce bien avant la publication des nouveaux projets de la SNCB. La gare de Jurbise n'est que très peu concernée par ces projets et changements.*

*Mademoiselle Morcrette demande si les aménagements réalisés à la gare de Soignies au profit des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite, sont également prévus à Jurbise.*

*La Présidente lui répond par l'affirmative.*

*Monsieur Muller et Madame Senecaut interpellent la Présidente sur la problématique toujours irrésolue des nuisances sonores causées par le champ de tir de l'ICSB à Bauffe.*

*La Présidente leur rappelle que seul le Bourgmestre de la Commune sur laquelle est localisé ce champ de tir, à savoir le Bourgmestre de Lens, dispose de la compétence pour intervenir, et qu'il convient, pour porter plainte, d'appeler le 101 et/ou la zone de police Sylle et Dendre. Ce sont également les agents de cette dernière qui sont les seuls compétents, avec le Bourgmestre de Lens, pour l'application du Règlement Général de Police sur la Commune de Lens. La Présidente les informe également que suite au Collège communal du 14/11, un nouveau courrier va être envoyé au Collège communal de Lens et au Ministre wallon de l'Environnement afin de leur rappeler cette problématique et le désir des citoyens – notamment jurbisien – de trouver une solution opportune. Enfin, la Présidente confirme à Madame Senecaut ne pas avoir été tenue au courant des résultats de l'étude universitaire commanditée sur ce problème.*

*Madame Senecaut demande également quels sont les résultats du rapport de police demandé concernant les nuisances sonores causées par un établissement sis le long de la RN 56.*

*La Présidente lui fait part du contenu de ce rapport, selon lequel aucune nuisance n'aurait été répertoriée depuis le début de l'année 2011.*

*Madame Senecaut s'étonne de ce résultat, d'autant plus que de nouveaux incidents se sont produits récemment.*

*La Présidente propose de lui fournir une copie de ce rapport de Police à l'occasion d'une prochaine séance du Conseil communal.*

*Madame Senecaut s'étonne de la réaction, parue dans la presse, de la Présidente suite aux braquages survenus à Herchies et Lens le vendredi 18 novembre. Elle estime notamment que les mesures préconisées par la Présidente (caméras, contrôle des images par du personnel civil,...) ne sont pas adaptées et témoignent d'une certaine précipitation.*

*La Président lui répond et fait part au Conseil communal de sa visite au dispatching de la Zone Boraine, qui dispose d'un dispositif sophistiqué et efficace dans la lutte contre la criminalité.*

*Madame Senecaut estime que les propos tenus par la Présidente font le nid de l'extrême-droite et qu'il convient d'éviter les généralités et l'acquisition de systèmes trop coûteux, Jurbise ne connaissant pas les problèmes des grandes agglomérations.*

*La Présidente, Madame l'Echevine de la Culture et Monsieur Pigeon lui font remarquer l'existence d'un réel sentiment d'insécurité au sein, notamment, des commerçants et des citoyens de l'entité, et le fait que l'un des auteurs du braquage ait pu être arrêté grâce aux caméras de sécurité. La Présidente rappelle également la politique communale consistant à octroyer une prime aux citoyens installant un système d'alarme dans leur domicile, et le fait que l'octroi de ces primes connaisse un succès certain. Enfin, ils font part du constat selon lequel l'on assiste de plus en plus à un glissement de la criminalité vers les petits commerces et les habitations privées, les banques et grandes surfaces faisant l'objet, pour leur part, d'une sécurisation accrue.*

*Mademoiselle Morcrette demande s'il serait envisageable d'obtenir un exposé sur le holding communal à l'occasion d'une prochaine séance du Conseil communal.*

*La Présidente propose de prévoir la séance du 20 décembre 2011 pour un tel exposé.*

*Mademoiselle Morcrette fait part d'un courrier reçu par tous les conseillers communaux au sujet des débordements du Rieu de Jurbise.*

*Monsieur l'Echevin des Travaux fait part au Conseil communal de l'étude du HIT en cours de réalisation à ce sujet.*

*Mademoiselle Morcrette et Monsieur Muller demandent à Monsieur l'Echevin de l'Enseignement quels sont les chiffres de la rentrée scolaire et quelle est l'avancée des cours sensés être donnés par Berlitz.*

*Monsieur l'Echevin de l'Enseignement et la Présidente leur répondent.*

-----  
**HUIS CLOS**  
-----

La Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire ff,

La Présidente,